



Investir dans la sécurité en eau pour une croissance et un développement résilients au changement climatique

Note d'orientation | N° 2

S'appuyer sur le socle de la gestion intégrée des ressources en eau

Messages clés :

- La sécurité en eau et la résilience climatique sont des thématiques transsectorielles cruciales dans les stratégies nationales de développement.
- Le gouvernement central doit faire preuve de leadership pour coordonner un développement résilient au changement climatique.
- L'intégration d'un développement résilient au changement climatique aux approches de gestion intégrée des ressources en eau réduira le risque climatique pour tous les secteurs et renforcera l'intégration intersectorielle.

La sécurité en eau est un élément clé de la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique mais c'est aussi le premier canal par le biais duquel les impacts du changement climatique se feront sentir. L'introduction de la résilience climatique dans le développement à travers tous les secteurs tributaires de l'eau – approvisionnement en eau et assainissement, agriculture, énergie, environnement, et autres – est essentielle pour arriver à la durabilité à long terme ; cela exigera une intégration et une coordination solides à l'échelle transsectorielle. S'appuyer sur le socle de la GIRE est un moyen efficace d'accélérer l'intégration de la résilience climatique au processus de planification du développement.

Le changement climatique n'est pas un enjeu unisectoriel

L'adoption de pratiques saines de gestion de l'eau dans tous les secteurs liés à l'eau contribue à la résilience au changement climatique. La nature transversale de l'eau exige que les experts de différents secteurs travaillent avec d'autres afin d'identifier les points d'intersection et de veiller à une utilisation efficace et performante de la ressource.

Désormais, les projections en matière de changement climatique, de croissance démographique et d'augmentation de la demande font que la valeur de l'eau doit être appréciée plus soigneusement. L'eau est reconnue comme le maillon crucial entre l'alimentation, l'énergie et l'environnement, et constitue un élément essentiel des discussions sur « l'économie verte ». L'appréciation de l'eau aux fins humaines et environnementales mérite d'être mieux reconnue à travers tous les secteurs. L'évaluation des services écosystémiques fournit une technique dans ce sens pour ce qui concerne les usages environnementaux.

Il est préférable d'assurer la gestion des demandes concurrentes en eau et les interactions entre les différents secteurs dans le cadre d'une approche de Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Le changement climatique ne respecte pas les frontières géographiques, administratives ou sectorielles et des réponses concertées afin de renforcer le développement résilient au changement climatique sont donc essentielles. L'eau n'est pas l'enjeu d'un seul secteur et il en va de même de l'adaptation au changement climatique.

La perspective du changement climatique oblige les planificateurs centraux et les agences sectorielles à reconfigurer leurs portefeuilles d'investissements en : (i) y incorporant davantage d'options sans regret/à faibles regrets qui se révéleront rentables indépendamment du scénario de changement climatique qui deviendra réalité ; (ii) adaptant les investissements risqués face au changement climatique afin de réduire les risques lorsque cela est possible ; et (iii) considérant des investissements désignés (justifiés par le changement climatique) comme une couverture contre les risques graves susceptibles d'être engendrés par le changement climatique.

S'appuyer sur le socle de la GIRE

Le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) à Johannesburg en 2002 a donné lieu à un engagement de la part de tous les pays membres à rédiger des plans de GIRE et d'efficacité de l'eau au fil des années suivantes. La GIRE a aussi été reconnue et cautionnée dans les déclarations ministérielles panafricaines de haut niveau et par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de même que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). On peut résumer la GIRE grâce au schéma suivant (voir la Figure 1).

Un grand nombre des principes et pratiques qui sous-tendent la GIRE (voir l'Encadré 1) sont tout aussi valides pour l'intégration de la résilience climatique au processus de planification du développement.

Un grand nombre de pays d'Afrique ont des stratégies de GIRE en place ou en cours d'élaboration, ce qui se traduit par l'établissement de mécanismes de coordination transsectorielle. Des pratiques de travail concertées sont aussi devenues la norme dans la planification et l'élaboration des stratégies. La Figure 2 dresse un état des lieux des progrès en matière de planification de la GIRE en 2008 dans les différents États africains.

Amélioration de la coordination transsectorielle

Les pays qui ne disposent pas encore d'organisations transsectorielles efficaces impliquées dans les questions de l'eau et/ou du climat ont besoin de se pencher sur ce problème de coordination. À court terme, des organes de coordination informels pourraient suffire mais, à moyen terme, l'eau et le climat pourraient être coordonnés et défendus par un organe plus formel. Dans la plupart des cas, il n'est pas efficace de compter sur un seul ministère technique pour qu'il coordonne les autres. Dans certains pays, un organe central, indépendant des pressions sectorielles et disposant de pouvoirs fédérateurs pour réunir les différents secteurs (comme le ministère des Finances/de la Planification du développement économique, le cabinet du Premier ministre ou du vice-président) est la solution adéquate pour faciliter la coordination, avec, éventuellement, l'extension de son domaine de compétences afin d'englober la résilience au changement climatique.

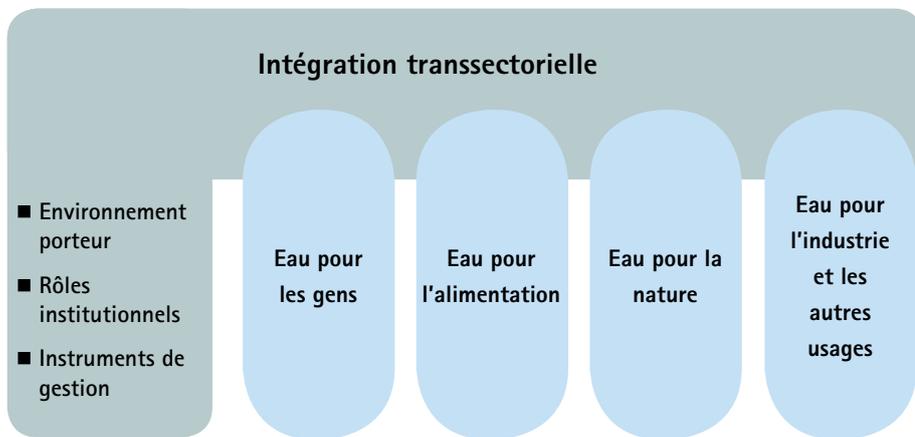
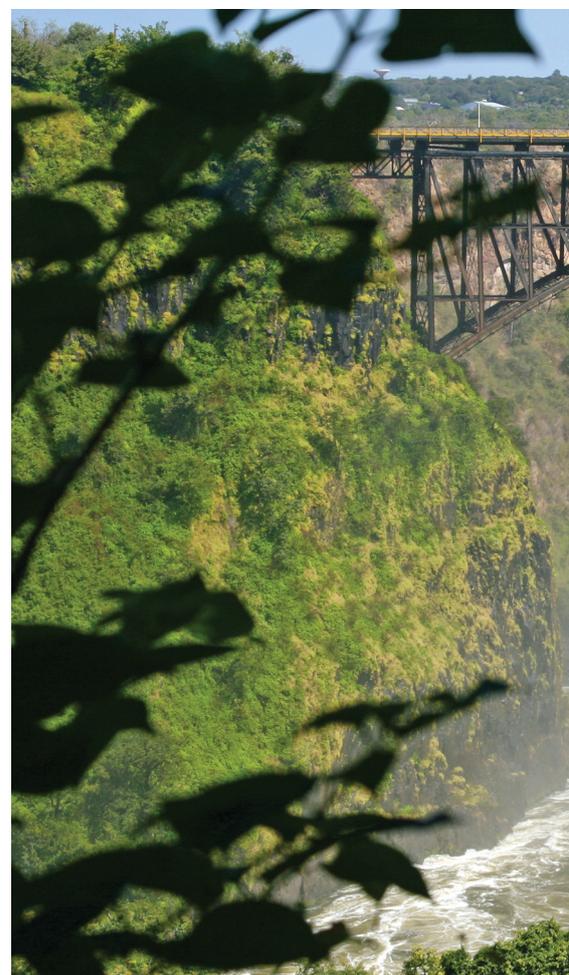


Figure 1. Comment la GIRE contribue à coordonner l'utilisation de l'eau à travers les principaux secteurs.

Encadré 1

Principes et pratiques découlant de la GIRE qui sont tout aussi valides pour l'intégration de la résilience au changement climatique

- L'intégration est essentielle à tous les niveaux de planification et dans tous les intérêts sectoriels.
- Il faut un diagnostic clair aux niveaux national, sectoriel et local.
- Les stratégies sectorielles devraient tenir compte des objectifs nationaux de développement plus larges (p. ex. croissance, pauvreté, etc.).
- La planification devrait être basée sur les institutions et les processus existants.
- Il faut soigneusement définir les rôles et les responsabilités dès le départ.
- Une large participation des acteurs s'impose pour permettre une gestion des sujets conflictuels.
- Des solutions institutionnelles doivent être adoptées au même titre que des solutions matérielles.
- La mise en œuvre doit être étayée par un renforcement des capacités.
- Les champions individuels peuvent être influents.
- Un flux de communication continu revêt une valeur inestimable.
- Les dimensions transfrontalières de l'adaptation au changement climatique sont importantes.



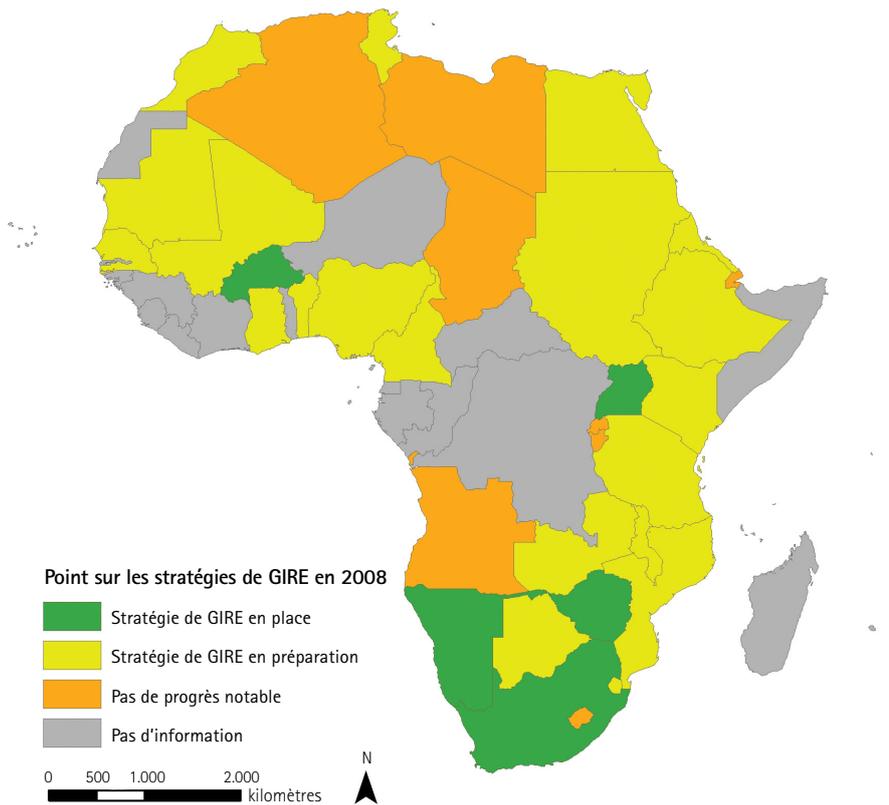


Figure 2. Progrès de la GIRE à travers l'Afrique (2008).



Encadré 2

Zambie – Intégration de l'eau et de la résilience climatique dans la planification nationale du développement

Au début de 2010, la Zambie s'est lancée dans son sixième processus de planification nationale du développement (SPPND), ce qui a abouti à l'adoption et la publication du sixième Plan national de développement (SPND) en janvier 2011. Ce processus a été coordonné par le ministère des Finances et de la Planification nationale, en collaboration avec d'autres ministères techniques. Le processus était structuré de manière à refléter les stratégies du gouvernement national à l'échelle sectorielle et à présenter un tableau intégré du développement économique national et de la trajectoire sociale.

Chacune des stratégies sectorielles de la Zambie a été établie par un groupe d'experts sectoriels, avec les contributions transversales des autres secteurs. Ainsi, les stratégies et plans d'action ont eu connaissance des enjeux transsectoriels et les ont intégrés. Une stratégie et un plan d'action incorporant l'eau et l'adaptation au changement climatique ont été consolidés par le ministère des Finances et de la Planification nationale, en s'inspirant de chaque stratégie sectorielle.

Le changement climatique et l'eau ont figuré en bonne place dans le SPPND et ont été bien représentés dans la version publiée du SPND. Les stratégies ayant intégré la résilience au changement climatique ont été manifestes dans de nombreux secteurs (tels que l'environnement, l'énergie, les transports, la santé, l'eau et l'assainissement, l'agriculture, l'élevage et la pêche, les industries extractives, le tourisme, les technologies de l'information et de la communication, les ressources naturelles, ainsi que les autorités locales et la décentralisation). Ces efforts se sont appuyés sur des processus antérieurs au terme desquels la GIRE avait été intégrée dans le 5^e Plan national de développement de la Zambie.

Eau et climat en tant que thème transversal des Plans nationaux de développement

À l'heure actuelle, il existe peu de stratégies nationales de développement en Afrique qui englobent la sécurité en eau ou la résilience au changement climatique comme thématique transversale. Il est urgent de rectifier cette carence compte tenu des longs délais de réalisation que nécessitent la préparation et la mise en œuvre de ce type de plans. Bien que le gouvernement central prenne l'initiative de ce processus, il est nécessaire de procéder à une large consultation de la société civile pour que cette initiative soit validée et que l'opinion publique la soutienne et se l'approprie. La prise de conscience croissante des facteurs climatiques par la société civile peut exercer une influence sur l'élaboration des politiques nationales.

Références clés

GWP. 2010. *La sécurité en eau est essentielle au développement : Réflexions sur les partenariats africains en action*. Disponible sur le site web du GWP : www.gwp.org

Trousse à outils du GWP sur la GIRE : www.gwptoolbox.org

Lectures complémentaires recommandées :

GWP/AMCOW. 2012. *Sécurité en eau et développement résilient au changement climatique : Cadre stratégique*. GWP, Stockholm, Suède.

GWP/AMCOW. 2012. *Sécurité en eau et développement résilient au changement climatique : Document d'information technique*. GWP, Stockholm, Suède.

Synthèse des recommandations

- Identifier un leadership institutionnel avec un mandat clair au sein de l'administration centrale afin de garantir que des mesures soient prises.
- Intégrer la sécurité en eau et la résilience au changement climatique aux stratégies de développement national, comme thématiques centrales transsectorielles.
- S'appuyer sur le socle de la GIRE afin d'inclure la résilience climatique pour la sécurité en eau dans tous les processus de l'administration centrale et de garantir une coordination adéquate.
- Favoriser la prise de conscience aux plus hauts niveaux, et parmi tous les principaux acteurs, de la manière dont la sécurité en eau et la résilience au changement climatique peuvent contribuer à une croissance économique durable.



Alliance pour le Climat et le Développement

Ce document est produit à partir d'un projet financé par le Département britannique pour le développement international (*Department for International Development, DFID*) au bénéfice des pays en développement. Toutefois, les points de vue exprimés dans ce document et les informations qu'il renferme n'engagent nullement le DFID ou les membres de l'Alliance pour le Climat et le Développement* (*Climate and Development Knowledge Network, CDKN*), qui n'acceptent aucune responsabilité pour les opinions, l'intégrité ou l'exactitude des informations présentées ici ni pour la confiance qui pourrait leur être accordée.

* L'Alliance pour le Climat et le Développement (*Climate and Development Knowledge Network, CDKN*) est financée par le Département britannique pour le développement international et le ministère néerlandais des Affaires étrangères ; cette alliance est dirigée et administrée par PricewaterhouseCoopers LLP. PricewaterhouseCoopers LLP est assisté dans la gestion de CDKN par un collectif d'organisations comprenant l'*Overseas Development Institute*, la *Fundación Futuro Latinoamericana*, *SouthSouthNorth*, *LEAD International* et *INTRAC*.

Pour un complément d'information, consulter : www.amcow-online.org | www.gwp.org

soutenu par la

Coopération Autrichienne
pour le Développement